

**Dominique Méda et Francis Vennat (dir.)**

## **Le travail non qualifié**

### **Permanences et paradoxes**

La Découverte, 2004. 436 pages, 35 euros.

Alors que dans les années 1980, d'aucuns prophétisaient la disparition du travail non qualifié, on assiste depuis le milieu des années 1990 à son grand retour, qui va de pair avec une profonde mutation. En 2002, 5,3 millions de salariés occupaient un emploi non qualifié, soit plus de 20% de l'emploi total en France.

Il y a vingt ans, la population des non qualifiés était majoritairement ouvrière, masculine et industrielle. Elle est maintenant en grande partie employée, féminine et tertiaire. Près des deux tiers des non qualifiés sont des employés et les femmes représentent près des deux tiers de l'emploi non qualifié. Plus jeunes et moins diplômés que les salariés qualifiés, les non qualifiés sont plus fréquemment salariés à temps partiel dans les emplois les plus précaires. Les assistantes maternelles, les vendeurs et les agents de service sont les professions les plus nombreuses.

A travers ces mesures, les auteurs posent une question centrale : comment identifier le travail non qualifié ? Paul Santelmann s'in-

terrogeait déjà en 2002 sur la pertinence du terme, dans un essai sous-titré *En finir avec la notion d'emplois non qualifiés (Qualifications et compétences, Liaisons, 2002)*. La notion de qualification, en effet, est équivoque : elle peut concerner l'emploi (le poste de travail), le travail effectué ou la personne qui l'exécute. Pour le travail qualifié, il y a congruence entre les trois sommets de ce « triangle de la qualification », c'est-à-dire que le salarié, doté de titres reconnus ou d'une expérience équivalente, exerce des fonctions spécifiques moyennant un salaire explicitement en rapport avec ses titres et fonction. Ce n'est pas le cas pour le travail non qualifié où il y a discordance entre trois pôles de qualification. D'où l'interrogation des contributeurs de cet ouvrage : les salariés non qualifiés seraient-ils pour autant sans qualité ni compétences ?

Certains auteurs tentent de mesurer, en termes de création d'emplois, les effets des allègements de cotisations sociales sur les emplois peu ou pas qualifiés. Au delà des estimations, l'interroga-

tion demeure : l'efficacité à terme d'une politique qui ne saurait, pour éviter l'exclusion des peu qualifiés, parvenir à baisser le coût du travail au niveau des pays à bas salaires. D'où l'intérêt des actions sur la reconnaissance de leur qualification ou encore des actions en direction des 60 00 jeunes qui sortent du système scolaire sans « qualifica-

tion », au sens de « sans diplôme ». Améliorer la prise en compte, en début et en cours de carrière, des compétences mises en œuvre par les salariés devient un défi majeur pour l'ensemble des décideurs et négociateurs si l'on veut progresser vers l'objectif européen d'une économie de la connaissance.

**Denis Jacquot**

**Ariel Colonomos**

## **La morale dans les relations internationales**

### **Rendre des comptes**

Odile Jacob, janvier 2005. 357 pages. 27,50 euros

Le pape, demandait Staline ; combien de divisions ? Depuis l'histoire a tranché : le mur est tombé sans armes par la seule force pacifique des nations entraînées par l'élan polonais autour du syndicat Solidarnosc. Les années 1990 mettent fin au primat de l'amoralité du politique, incarné dans le réalisme des Etats, ces « monstres froids » soucieux de leurs seuls intérêts. Un nouvel idéalisme international prend son essor, que ne stoppera pas vraiment le terrorisme du 11 septembre. Une vision réformatrice « révolutionniste » se forge qui affirme que le monde n'est pas figé et que l'ordre mondial peut être changé. Sous l'impulsion décisive de la société civile internationale en construction, le politique est désormais appelé à « se penser comme multipolaire dans un monde unipolaire » en s'ordonnant autour du partage des responsabilités collectives à l'égard du monde.

Ariel Colonomos consacre son nouvel essai à cette société civile internationale en réseaux,

qui mobilise des acteurs nouveaux autour de valeurs humanitaires identitaires ou de ressources financières en faveur de l'aide au développement ou symboliques comme leur expertise professionnelle. Ils se renforcent là où les Etats « pêchent » par inefficacité ou maladresse. Ceux-ci sont de plus en plus sommés de rendre des comptes. Interpellant la raison gouvernementale, ces réseaux issus du privé jouent un rôle clé dans la diffusion des idées et des valeurs. On assiste à une montée des normes morales et juridiques. Une impulsion décisive est donnée dans l'espace public aux exigences de la justification. Politique des sanctions ou de boycott, exigences de réparation des crimes de guerre et de repentance, ou encore de guerres « zéro mort » sont analysées en profondeur par l'auteur comme autant d'illustrations.

Le monde des firmes multinationales n'est pas épargné par ce nouvel ethos. L'interdépendance croissante des économies et des sociétés favorise le progrès de